

Ce qu'on sait de l'opinion publique sur les réformes éducatives

Marius R. Busemeyer [Univ. of Konstanz – Marius.Busemeyer@uni-konstanz.de]

Philipp Lergetporer [ifo Institute Munich – lergetporer@ifo.de]

Ludger Woessmann [University of Munich et ifo Institute – woessmann@ifo.de]

Les réformes éducatives ne sont faisables que si les électeurs les acceptent. L'opinion publique est par conséquent un facteur clé permettant ou non la mise en œuvre des réformes. Les études disponibles fournissent un riche tableau de l'opinion publique sur les réformes éducatives dans les pays européens. En général, les citoyens considèrent que l'éducation devrait être une politique prioritaire, semblent étonnamment désireux de réformes, et sont sensibles à l'information ainsi qu'aux réformes bien conçues.

[Traduit de l'anglais par Alexis Maitre.]

En matière de politique éducative comme pour beaucoup d'autres politiques, des réformes pourtant bien conçues peuvent finalement ne jamais être appliquées du fait du rejet par le public de l'agenda de réforme du décideur. Il est par conséquent important de comprendre les dynamiques de l'opinion publique pour être capable d'évaluer les chances de succès d'une réforme. Une littérature académique récente et croissante a commencé à étudier les dynamiques de l'opinion publique, en se basant sur une série de données d'enquête initiales et nouvelles concernant l'attitude du public vis-à-vis de divers thèmes de politique éducative.

DE NOUVELLES ENQUETES SUR L'OPINION PUBLIQUE

Une récente enquête sur l'opinion publique en matière de politique éducative dans 8 pays d'Europe occidentale indique que l'éducation, au même rang que la santé, est une des politiques pour lesquelles le soutien public en faveur de davantage d'investissements est le plus large parmi les citoyens européens (voir figure au verso). Contrairement aux idées reçues communes, il semble n'y avoir que peu de preuve d'un écart entre générations ou niveaux de revenus en matière de soutien en faveur de l'augmentation de la dépense pour l'éducation, ce qui montre que ce soutien est fort et généralisé. Cependant, l'idéologie politique est toujours pertinente puisque des différences significatives demeurent entre partisans de gauche et de droite. Il y a également une baisse significative du soutien à l'augmentation des dépenses en matière éducative lorsqu'on rappelle aux citoyens que ces investissements supplémentaires peuvent requérir des augmentations d'impôts, une augmentation de la dette publique ou des coupes dans d'autres politiques sociales. Par ailleurs, il y a en général un fort soutien à l'investissement public en faveur de l'enseignement et

la formation professionnels (EFP) et de sa promotion en tant qu'alternative à l'enseignement supérieur académique, ce qui semble surprenant au vu de la grande attention accordée à ce dernier dans le débat public. L'enquête révèle également un fort soutien en faveur de diverses réformes de la gouvernance du système éducatif, en particulier en matière de choix de l'école et de décentralisation des structures de gouvernance ainsi qu'en matière de promotion de modèles inclusifs d'enseignement primaire et secondaire.

L'OPINION PUBLIQUE SUR DES SUJETS SPECIFIQUES DE LA POLITIQUE EDUCATIVE

Si on s'attèle à l'analyse de l'opinion sur des sujets spécifiques de la politique éducative, on voit dans les récentes enquêtes d'opinion en Allemagne qu'une majorité des Allemands soutiennent des réformes fondamentales dans plusieurs secteurs du système éducatif. Parmi ceux-ci, on trouve l'école maternelle gratuite, l'introduction d'une scolarité basée sur la journée continue, des tests comparatifs nationaux dans les écoles, des examens de fin de scolarité nationaux et des frais de scolarité dans l'éducation supérieure modulés en fonction du revenu. En Suisse, la majorité de l'opinion soutient des propositions telles que l'augmentation des dépenses éducatives, la mise en œuvre du libre choix de l'école, une offre de prise en charge de tous les élèves scolarisés pendant toute la journée, l'introduction de tests standardisés et l'admission dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle sur base des examens d'entrée. Les résultats suisses sont intéressants du fait du système suisse de démocratie directe dans lequel des référendums sont utilisés fréquemment pour la prise de décision en matière de politique éducative.

Dans les enquêtes d'opinion menées aux Etats-Unis, différentes mesures de responsabilité au sein du système

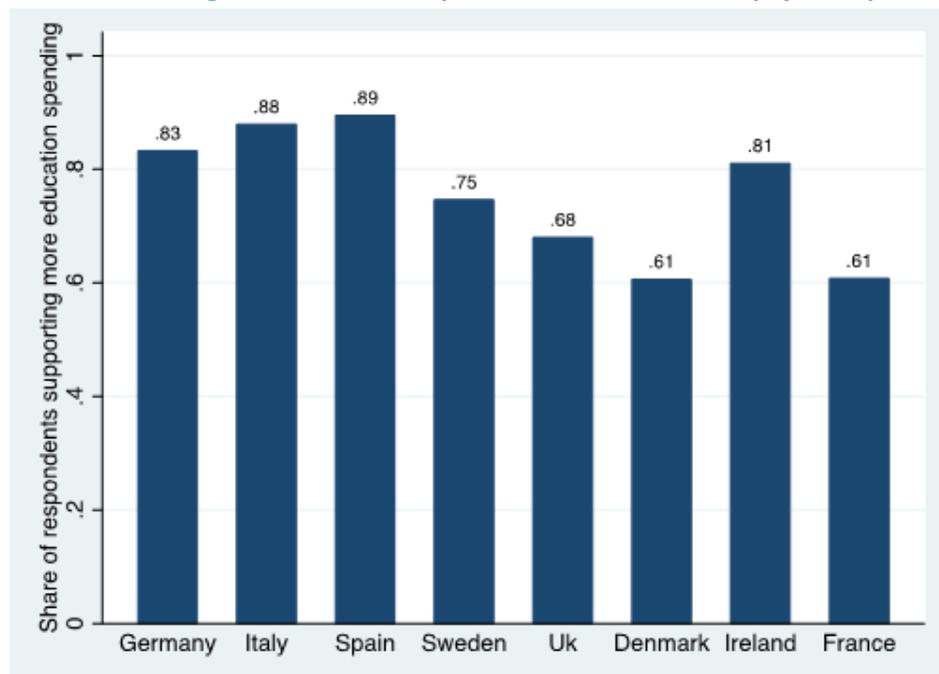
d'éducation connaissent une grande popularité. Une comparaison des opinions publiques entre l'Allemagne et les États-Unis montre qu'elles divergent sur certaines politiques (par exemple, l'augmentation du salaire des enseignants ou certaines formes d'écart salariaux), mais se recourent notablement sur d'autres (par exemple l'augmentation de la dépense éducative ou les écoles maternelles publiques).

LE RÔLE CRUCIAL DE L'INFORMATION

L'acceptation par le public des réformes éducatives est essentiellement tributaire du niveau de l'information qu'il reçoit sur des éléments pertinents de la réforme proposée. L'enquête allemande fournit quatre exemples d'expériences qui montrent que la transmission aléatoire de l'information peut avoir un impact substantiel sur les préférences du public.

Premièrement, fournir des informations sur les niveaux actuels de la dépense éducative et du salaire des enseignants ainsi que des rappels sur la nécessité de financement par l'impôt réduit significativement la part des répondants qui déclarent soutenir une augmentation de la dépense éducative ou du salaire des enseignants. Deuxièmement, le soutien du public en faveur de la dépense éducative dans différents cycles – de la maternelle à l'éducation supérieure – est affecté si l'on fournit des informations sur les niveaux actuels de la dépense et sur les études montrant l'importance des investissements dans les premiers stades de l'éducation. Troisièmement, fournir des informations sur

Soutien à une augmentation de la dépense éducative dans huit pays européens



Part de répondants qui préféreraient « plus » ou « beaucoup plus » de dépenses publiques en faveur de l'éducation. Source : calculs personnels basés sur l'ensemble de données INVEDUC ; voir référence.

les revenus relatifs des diplômés du supérieur fait passer d'une majorité relative d'Allemands hostiles aux frais de scolarité dans les universités à une majorité relative qui y est favorable. L'expérience montre également qu'une large majorité soutient des frais de scolarité modulés en fonction du revenu. Quatrièmement, informer sur les prises de position des différents partis politiques peut affecter l'opinion des citoyens sur certaines politiques éducatives spécifiques. Bien que ces résultats expérimentaux sur les effets de l'information peuvent ne pas être directement généralisables à des situations réelles, ils fournissent d'importantes indications sur les sujets cruciaux pour l'information du public dans le but de former son opinion.

Pour plus de détails, voir : Marius R. Busemeyer, Philipp Lergertporer, Ludger Woessmann, *Opinion publique, acceptabilité et faisabilité des réformes éducatives*. Rapport analytique, 28 janvier 2017, http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical_Reports/EENEE_AR28.pdf.